

**Protocole de Partenariat entre**  
**le Syndicat Départemental d'Energies 24**  
**et**  
**la Banque des Territoires / Caisse des Dépôts**

ENTRE

- Le Syndicat Départemental d'Energies 24, dont le siège est sis 7 allées de Tourny, CS 81225, 24 019 Périgueux cedex, représenté par Monsieur Philippe DUCENE, Président,

Ci-après désigné « Le Syndicat Départemental d'Energies 24 » d'une part,

ET

- La Caisse des dépôts et consignations établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L. 518-2 et suivants et R. 518-1 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 à Paris, représentée par, Monsieur Patrick MARTINEZ, Directeur régional Nouvelle-Aquitaine et dûment habilité à cet effet par arrêté du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations en date du 28 février 2022,

Ci-après désignée par « la Caisse des Dépôts » ou « la CDC » ou « la Banque des Territoires », d'autre part,

Il est conclu le protocole de partenariat ci-après.

## Préambule

Le **Syndicat Départemental d'Énergies 24**, est l'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et de gaz pour le compte des communes de la Dordogne. Créé le 3 décembre 1937, le SDE 24 est l'un des pionniers en la matière en France.

Reconnu comme « Le service public de proximité », le SDE 24 développe son action autour des 5 compétences suivantes : Électricité, Gaz, Gestion de l'Énergie, Éclairage Public, transition énergétique et Infrastructures de recharge des véhicules électriques.

Acteur économique essentiel du département, le SDE 24, fort de ses multiples atouts et de ses 75 années d'expériences, se positionne en tant que véritable spécialiste de l'aménagement du territoire au service des usagers.

Le territoire est découpé en 15 secteurs intercommunaux d'énergies. Chaque commune est représentée par 2 élus. Ce sont donc plus de mille élus de proximité qui sont impliqués quotidiennement sur le terrain aux côtés du SDE 24. En lien direct avec les usagers, ils identifient les besoins de leur territoire. Ils deviennent ainsi les interlocuteurs privilégiés du SDE 24 pour tous les programmes et impulsent l'aménagement de leur territoire.

Les compétences du SDE 24 :

- Travaux sur réseaux électriques
- Eclairage public
- Gaz
- Transition énergétique
- Infrastructure de recharge pour véhicules électriques
- Contrôle des concessions

La **Caisse des Dépôts** et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. A ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, mieux répondre à leurs besoins.

Via la **Banque des Territoires**, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

Dans ce cadre :

- La transition écologique et énergétique représente l'un des axes stratégiques d'intervention de la Caisse des Dépôts (investissements dans les énergies renouvelables, réduction des consommations énergétiques des acteurs publics..).
- Le 30 mai 2018, la CDC a signé avec l'Etat et en présence de l'ADEME une convention de partenariat relative au programme de réduction des dépenses énergétiques des collectivités locales.

**Depuis 2010, le Service Énergies du SDE 24 a pour objectif principal d'accompagner les communes qui le souhaitent dans leurs démarches de maîtrise des consommations énergétiques et de réduction des gaz à effet de serre.**

Ce service propose des actions comme le bilan énergétique du patrimoine communal et des études énergétiques préconisant la rénovation des bâtiments et l'installation ou le remplacement de matériel de chauffage.

Depuis sa création, un grand nombre de communes du département adhèrent au **Service Énergies du SDE 24** et bénéficient ainsi d'études énergétiques et de diagnostics.

Les prestations du Service Energies du syndicat :

- Le **bilan de consommation énergétique** correspond à une analyse énergétique du patrimoine communal. Il recense les consommations de tous les équipements de la collectivité, toutes énergies confondues, afin de les comparer avec des consommations de référence et ainsi de cibler les actions prioritaires à mettre en œuvre.
- Le **suivi énergétique** comprend l'actualisation et l'analyse annuelle des factures énergétiques de la commune ainsi qu'un suivi du patrimoine et des actions concernant l'efficacité énergétique mise en place. Il permettra d'identifier les dérives mais aussi les gains des actions réalisées sur les consommations d'énergies.
- Le **pré-diagnostic énergétique** est un bilan technique simplifié, portant sur un bâtiment, destiné à :
  - identifier les enjeux économiques et environnementaux ;
  - identifier et hiérarchiser les améliorations possibles ;
  - engager des investissements simples ou déclencher des études techniques ou des démarches plus conséquentes.
- L'**audit énergétique** donne, avec précision, les économies d'énergie réalisables sur le bâtiment et ses usages, et les solutions pour réduire les consommations. Il doit aboutir aux résultats suivants :
  - le diagnostic technique, énergétique et financier du bâtiment (enveloppe, installations techniques, consommations...) incluant l'ensemble des études et mesures nécessaires ;
  - la proposition chiffrée et argumentée d'un programme d'économies d'énergies ;
  - un estimatif des gains énergétiques et des réductions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre des préconisations de travaux à réaliser suite aux études réalisées par le SDE 24, les collectivités locales pourront faire appel à la Caisse des Dépôts pour les demandes de financement.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

### **ARTICLE 1 : Objet du protocole**

L'objet de cette convention est de définir des modalités de partenariat entre le Syndicat Départemental d'Energies 24 et la Caisse des Dépôts dans la mise en place de politique de l'énergie dans le département de la Dordogne.

### **ARTICLE 2 – Modalités de partenariat**

La Caisse des Dépôts dispose d'une offre de prêts à destination des collectivités territoriales entrant dans le cadre des projets soutenus par le Syndicat Départemental d'Energies 24. Les collectivités pourront solliciter la CDC pour un prêt au secteur public local (PSPL) ou un prêt GPI Ambre dédié à la réduction de l'empreinte énergétique des bâtiments publics.

Le Syndicat Départemental d'Energies 24 communiquera à la CDC la liste des collectivités ayant bénéficié des études du SDE 24 afin qu'une action d'information puisse être adaptée aux besoins identifiés. Il intégrera également dans ses courriers de communication auprès des collectivités (notifications, compte-rendu d'étude...) la mention du contact de la Caisse des Dépôts.

## **ARTICLE 3 - Durée et suivi de la mise en œuvre du protocole**

### **3.1. Comité de suivi de la convention**

Un comité de suivi se réunira tous les 6 mois. Il permettra de dresser un bilan des dossiers engagés ainsi que le suivi de la présente convention.

Le comité de suivi réunira les représentants du Syndicat Départemental d'Energies 24 et de la Caisse des Dépôts.

### **3.2. - Autorisation**

Pour chaque sollicitation financière, l'intervention de la Caisse des Dépôts sera subordonnée à l'éligibilité aux critères d'intervention, à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents, ainsi qu'à la disponibilité des enveloppes de prêts destinées au secteur public local.

### **3.3. - Durée**

La Convention est conclue pour la durée du Partenariat, à savoir jusqu'au 31 décembre 2024.

## **ARTICLE 4 – Informations-confidentialité**

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement les informations :

- qui seraient déjà dans le domaine public ;
- que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux ans à compter de l'arrivée du terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse où les Parties feraient appel à un tiers, y compris lorsqu'il s'agit d'une entité du groupe Caisse des Dépôts, le présent article n'interdit pas la divulgation d'informations ou documents à ce tiers, à condition qu'il ait préalablement signé un engagement de confidentialité.

## **ARTICLE 5 – Communication et propriété intellectuelle**

### **5.1. - Communication par le bénéficiaire**

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par le Bénéficiaire et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord de principe par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de 15 jours ouvrés. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de 3 jours ouvrés.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours ouvrés avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative à....

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre de cette convention, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires & logo » n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative "Groupe Caisse des Dépôts » et logo N°19/4.519.996.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage des marques susvisées et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

## **5.2. - Communication par la Caisse des Dépôts**

Toute action de communication, écrite ou orale, impliquant le Bénéficiaire fera l'objet d'un accord de principe par le Bénéficiaire. La demande sera soumise au Bénéficiaire dans un délai de 2 jours ouvrés. Le Bénéficiaire s'engage à répondre dans un délai de 2 jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Bénéficiaire.

Dans ce cadre, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à utiliser la marque / Logo telle/tels que reproduite(s) en annexe et désignée la « Marque Bénéficiaire ».

## **5.3. - Propriété intellectuelle**

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à reproduire, représenter, adapter et diffuser les Livrables sur tous supports et par tous moyens, à titre non exclusif et gratuit, à des fins de communication interne pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle afférents à ces Livrables et pour une exploitation à titre gratuit.

En conséquence, le Bénéficiaire s'engage à obtenir la cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, réclamation ou revendication intentée contre cette dernière, sur la base desdits droits de propriété

intellectuelle. Le Bénéficiaire s'engage notamment à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

#### **ARTICLE 6 – Autorisation d'utiliser les logos**

Les Parties s'engagent à apposer ou à faire apposer en couleurs, leur logos respectifs, notamment le logotype de la Caisse des Dépôts et à faire mention de leur participation à la réalisation des actions financées, sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de chacune d'entre elles, sur l'ensemble des supports de communication, d'information et de promotion réalisés.

Dans ce cas, le format et l'emplacement des mentions visées par le présent article seront déterminés d'un commun accord entre les Parties.

A ce titre, les Parties s'obligent à soumettre, dans un délai minimal de 15 jours avant sa divulgation orale ou écrite au public, à l'autorisation préalable et écrite de l'autre Partie, le contenu de toute publication ou communication faisant mention de cette dernière.

#### **ARTICLE 7 - Stipulations diverses**

##### **7.1. Modification du protocole**

Les Parties apporteront tout leur soin à la bonne exécution des présentes. Les aménagements nécessités par la survenance d'aléas dans cette exécution seront convenus entre les Parties par voie d'avenants, en tant que nécessaire.

##### **7.2. Résiliation**

Le protocole peut être dénoncé avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des parties par notification écrite moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Fait en deux exemplaires, à Périgueux, le .....,

Pour la Caisse des Dépôts  
Le Directeur régional Nouvelle-Aquitaine

Patrick MARTINEZ

Pour le Syndicat Départemental d'Energies 24  
Le Président

Philippe DUCENE

## **Annexe 1 : Fiche technique logotype**